Article Vedette

Un leadership inclusif et diversifié en politique parlementaire et ailleurs

Il est indéniable que des barrières systémiques empêchent certaines personnes de participer pleinement à la société. Les obstacles auxquels sont confrontées les femmes ont alimenté bien des débats en politique parlementaire et ailleurs. Dans cet article, l'auteure examine comment la tendance voulant que les femmes s'occupent des enfants, et de plus en plus des aînés, est l'un des obstacles à leur pleine participation, surtout quand elles sont seules. Elle écrit que les parlementaires doivent montrer l'exemple, notamment en trouvant des façons créatives d'éliminer ce genre d'obstacles dans leurs propres organismes et activités de développement professionnel.

Hannah Bell, députée provinciale

Beaucoup de discussions et de débats ont eu lieu dans les sphères parlementaires au sujet des obstacles auxquels sont confrontées les femmes qui veulent occuper des rôles de leadership et s'engager en politique. Nombreux sont les rapports factuels et crédibles faisant une analyse objective des données et anecdotes au sujet des femmes de l'Île-du-Prince-Édouard, du Canada et du monde entier, visant à définir les changements qui doivent être apportés afin de créer un paysage de leadership inclusif et diversifié.

On ne cesse d'entendre que les obstacles systémiques qui empêchent la participation des femmes n'ont rien à voir avec les capacités, l'intérêt ou les compétences. La triste réalité est que les obstacles résident dans l'écart salarial, la violence et la sécurité, l'accès aux services de garde et les responsabilités liées au rôle d'aidant. Dans cet article, je tiens à me concentrer sur le rôle d'aidant et à expliquer comment les parlementaires peuvent montrer l'exemple pour éliminer ces obstacles.

Les femmes sont plus susceptibles que les hommes de prendre en charge les soins des enfants, et de plus en plus des aînés, en étant peu ou pas rémunérées. Ainsi, lorsqu'elles s'engagent officiellement en politique, elles doivent trouver quelqu'un pour prendre la relève, moyennant ou non une rémunération. C'est encore plus difficile pour les parents seuls et les pourvoyeurs principaux de soins – hommes et femmes –, car peu d'options leur sont offertes pour les aider dans leur rôle d'aidant.

Hannah Bell, députée provinciale

Hannah Bell est la députée du district 11, Charlottetown-Parkdale, à l'Île-du-Prince-Édouard.

Pour permettre aux aidants de participer pleinement à la vie de société, le gouvernement et les organismes connexes doivent adopter des politiques qui améliorent le soutien qui leur est offert et qui n'alourdissent pas leur fardeau[1]. L'Île-du-Prince-Édouard a l'occasion de faire preuve de leadership dans ce dossier en donnant suite à une série de changements recommandés par la PEI Coalition for Women in Government dans le rapport très souvent cité qu'elle a publié en 2009, « Whose job is it Anyway? »[2].

Nous devons établir des politiques, des programmes et des services qui reconnaissent et respectent cette réalité et qui sont vraiment inclusifs. Mettre ses préjugés de côté, comprendre ce que vivent les autres et trouver des moyens pour répondre à leurs besoins, cela demande des efforts. Trop souvent, on impose ce fardeau aux principaux intéressés, qui doivent se démener pour défendre leurs intérêts et ceux de leurs pairs. Et encore là, on ne les écoute pas, jugeant que leur histoire ne mérite pas notre attention. Sans un engagement et une volonté de changer les choses, nous perpétuons la sous-représentation de groupes entiers de professionnels, que des suppositions erronées et mal avisées ont relégués aux oubliettes[3].

Voyons comment être sensible à l'expérience des gens qui sont confrontés à des obstacles systémiques peut entraîner un changement positif. Prenons un leader parlementaire qui souhaite profiter d'une activité de développement professionnel nécessitant des déplacements, des nuitées à l'extérieur et des journées entières de réunions et de tables rondes. À quels obstacles se buterait un parent seul dans une telle situation? Les organisateurs devraientils offrir des programmes de garde gratuits et des activités appropriées pour les enfants et les mineurs non accompagnés, un hébergement partagé et des allocations pour les déplacements des mineurs à charge ou des aidants? Devraientils veiller à ce que tous les participants aient les mêmes chances de prendre part aux activités importantes, y compris aux dîners informels et aux activités de réseautage? Devraientils également couvrir les coûts supplémentaires que ne peuvent se permettre les participants?

À mon avis, la réponse à toutes ces questions est oui. Les organisateurs devraient à tout le moins reconnaître qu'en ne faisant rien pour abattre ces obstacles, ils peuvent sans le vouloir exclure des personnes dont l'expérience pourrait les aider à comprendre véritablement les difficultés que vit une grande partie de la population. S'ils ne font pas d'efforts réels pour diversifier la composition des groupes en éliminant les obstacles à la participation, estil surprenant que ces groupes ne soient toujours pas représentatifs de la diversité de la population en générale?

Dans le *Gardian*, Bella DePaulo affirme que les ménages composés de parents seuls et de parents cohabitants sont loin d'être les seuls modèles de vie contemporains, et que des modèles inédits n'ont pas fini de faire surface. La famille nucléaire n'a plus le monopole, et l'ère de la recette universelle du bonheur est révolue. C'est à nous, maintenant, de vivre la vie qui nous convient[4]. Pourtant, les parents seuls et non mariés continuent de faire l'objet de discrimination individuelle et systémique. Je crois qu'une démocratie parlementaire représentative doit être le reflet des gens qu'elle sert, et cela passe nécessairement par l'élimination des principaux obstacles à la pleine participation de tous en politique.

Les rapports, anecdotes et participants exclus pointent vers l'existence de tels obstacles et démontrent que l'inclusion ne deviendra réalité que si on prend des mesures concrètes pour éliminer et atténuer ces obstacles. Que cela nous incommode ou heurte nos convictions ou non, la réalité demeure, de même que les données objectives qui la décrivent. Le choix nous appartient : voulons-nous simplement tenir de beaux discours ou voulons-nous vraiment être inclusifs?

Le temps des rapports, des discussions et des débats est bien révolu. Il est maintenant temps d'agir. Après tout, nous sommes en 2018.

Notes

1 Conseil consultatif de la situation de la femme de l'Île-du-Prince-Édouard, « Prince Edward Island Equality Report Card 2018 », juin 2018, http://www.gov.pe.ca/photos/original/acsw_erc18EN.pdf, consulté le 18 juillet 2018 [disponible en anglais seulement].

2 PEI Coalition for Women in Government, « Whose Job is it Anyway? », Charlottetown, 2009 [disponible en anglais seulement].

3 Gouvernement du Canada, « Analyse comparative entre les sexes plus », Condition féminine Canada, consulté le 18 juillet 2018, https://www.swc-cfc.gc.ca/gba-acs/apply-appliquez-fr.html.

4 Bella DePaulo, « Discrimination against single parents has vast implications for their children », The Guardian (RoyaumeUni), 15 mars 2015, https://www.theguardian.com/commentisfree/2015/mar/13/discrimination-single-parents-children.